

LE DEVOIR

Alphabétisation

INITIATIVES



Des mots pour tous

Depuis près d'un an, la Fondation québécoise pour l'alphabétisation n'est plus. Elle s'est transformée; on l'appelle désormais La Fondation pour l'alphabétisation. «On occupe maintenant un nouveau mandat qui ne dessert plus uniquement la province, mais plutôt le Québec et le Canada», explique Sophie Labrecque, directrice générale de l'organisme.

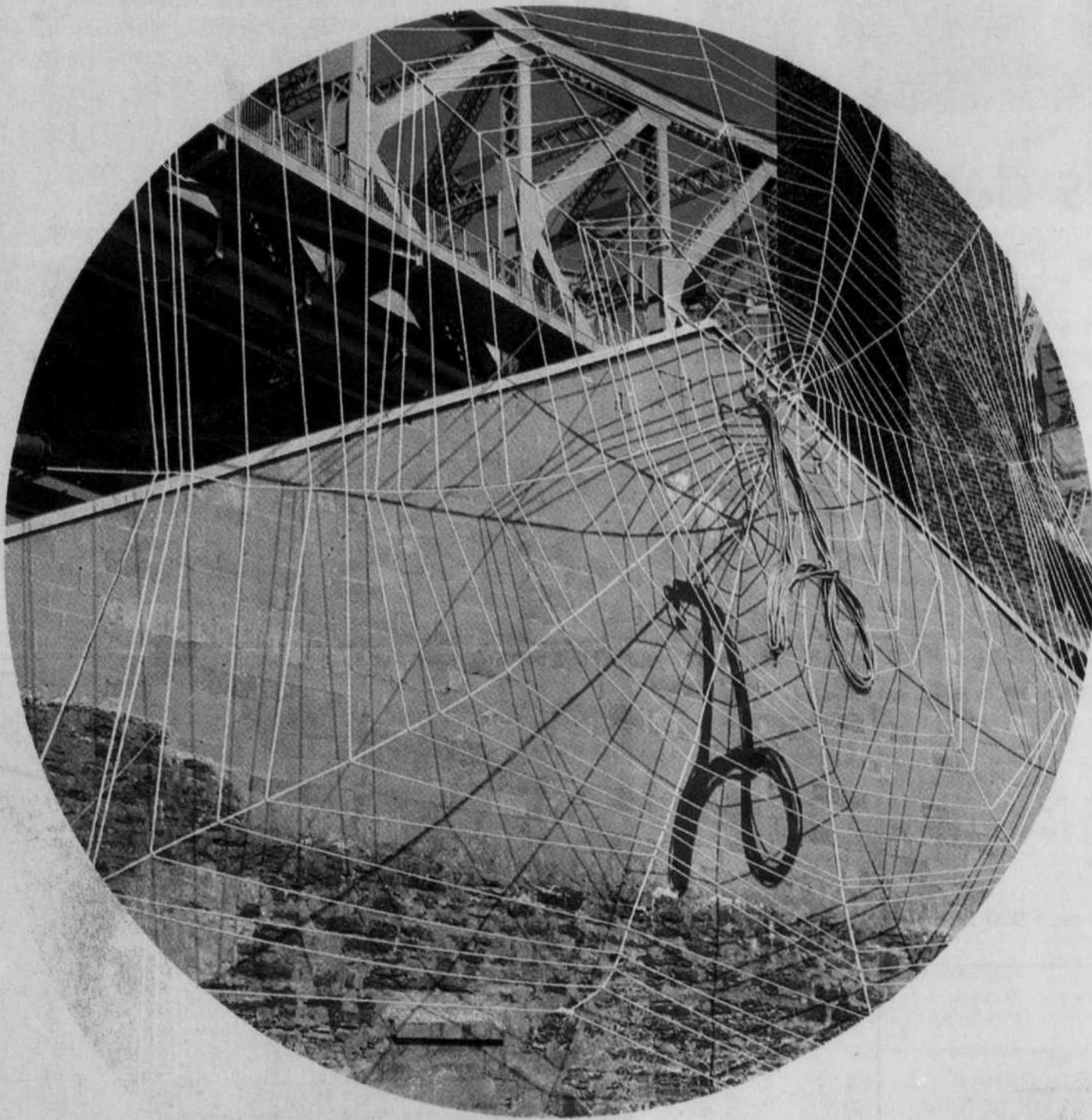
Page 3



Décennie des Nations unies

Durant les dix prochaines années (2003-2012), l'alphabétisation sera au cœur des préoccupations des États membres des Nations unies. Et c'est tant mieux, car les chiffres sont effrayants: 860 millions de personnes à travers le monde, dont les deux tiers sont des femmes, ne savent ni lire ni écrire.

Page 8



L'objet est bizarre. Il étonnera. Il est en effet apparu sous le pont Jacques-Cartier, rue Viger, une immense tubulure dont le tracé, avec son grand A central, reconstitue une toile, celle de l'araignée. Œuvre d'art, la structure a été pensée comme un message publicitaire, car elle évoque une triste réalité de notre monde contemporain.

Il y avait déjà une toile, devenue omniprésente dans les sociétés contemporaines, cette dernière étant électronique de nature, toutefois. Le fameux Web devait donner à tous accès à une information devenue au grand nombre accessible; et, en 20 ans, le monde s'est donné un nouveau visage, façonné par les nouvelles technologies.

Il y a toutefois un hic. Et il est de taille. Sur la planète, près d'un milliard d'individus n'ont pas accès à un outil de recherches, que ce soit «Google» ou tout autre système pensé par Apple ou Microsoft. Et toute amélioration apportée par le réseau des télécommunications n'y changera rien car, pour y avoir accès, encore faut-il pouvoir lire. Au Québec même, coin d'Amérique inscrit dans les sociétés industriellement et techniquement développées, il est effarant de constater qu'un phénomène similaire sévit: environ un million de personnes âgées entre 16 et 65 ans, dont 11 % sont des jeunes de 16 à 25 ans, ont d'importantes difficultés à lire des textes suivis et plus de 600 000 d'entre elles sont considérées comme analphabètes.

Au moment où la civilisation de l'écrit s'impose, où il devient impossible — que ce soit à la maison ou au travail — de s'approprier les dernières innovations technologiques sans passer par l'écrit, cela signifie que celui ou celle qui ne sait pas lire est définitivement mis à l'écart. Un exemple en fait la preuve, et il nous vient d'une situation vécue par un syndicat de la FTQ.

Lors de l'installation d'un nouveau système d'exploitation dans une entreprise de 550 employés, soit la mise en service d'appareils à commandes alphanumériques, le syndicat croyait devoir s'occuper d'une trentaine de cas problèmes. Une enquête ayant été menée, ce sont 178 travailleurs en fait qui éprouvaient diverses difficultés à assimiler les informations transmises.

La Demeure d'Arachné

Marc Lincourt, l'auteur de l'œuvre apparue dans le Faubourg «à m'lasse», de cette Demeure d'Arachné, décrit donc un monde tissé, en ces temps de mondialisation, de plus en plus serré, et qui met ainsi au ban de la société ceux et celles pour qui les mots demeurent des choses étranges, des symboles graphiques sans signification apparente.

Pour corriger une telle situation, rien n'est simple. On sait que pour plusieurs de ces personnes, un tel problème a pour source une configuration génétique: la déficience, qu'on l'appelle dyslexie ou autrement, entraîne des troubles d'apprentissage. Dans un tel cas, il faut rendre conscient qui en est atteint que ce n'est pas l'intelligence ou la volonté qui est la source du «mal», mais plutôt un état de fait. Car à l'analphabétisme s'ajoute un autre fléau: l'exclusion, qu'elle soit volontaire ou imposée.

Malaise social

Pour le grand nombre toutefois, une amélioration des conditions d'existence est possible. L'explication du mal-être est en effet, à l'origine, sociale. Plus de personnes ne sachant ni lire ni écrire se comptent dans des milieux défavorisés (à l'échelle planétaire, il ne faut donc pas se surprendre de constater que dans le seul Niger, l'analphabétisme touche 80 % de la population totale du pays). Aussi, une explication du phénomène a sa source dans les systèmes éducatifs. Si, pour certains, une école orientée vers la seule performance a aussi pour conséquence des effets pervers, entraînant le décrochage, pour d'autres, dont l'actuel ministre québécois de l'Éducation, les réformes en cours, qui redonnent à la lecture un rôle central dans la formation, devraient avoir des conséquences, à court terme, heureuses.

Chose certaine: il faut agir. Pour sensibiliser le plus grand nombre à ce problème social, s'il y avait une Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre, il y a depuis février dernier une Décennie décrétée par l'UNESCO comme celle de l'alphabétisation: il ne faudra toutefois pas attendre 2012, dernière année de sa mise en place, pour constater les résultats heureux d'une telle mesure. Car alors, si rien n'est concrètement fait pour corriger la situation, combien de personnes de plus auront été incluses, ou exclues! Effroyable toile.

Normand Thériault

L'effroyable toile

Au Québec, un million de personnes âgées entre 16 et 65 ans ont d'importantes difficultés à lire des textes suivis et plus de 600 000 d'entre elles sont considérées comme analphabètes

Intervenants

Ministre et artiste
Page 3
Syndicats
Page 5

Interventions

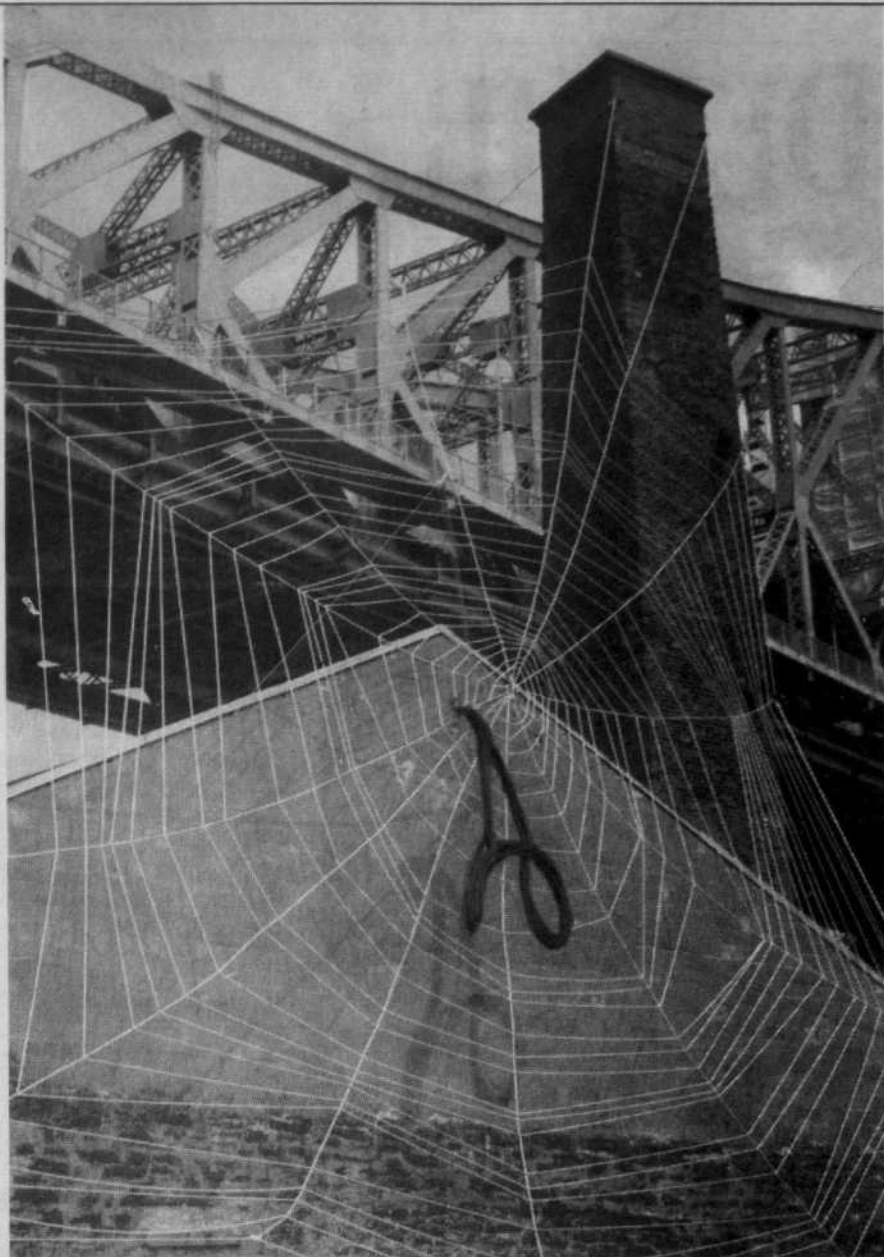
Paroles de femmes
Page 4
Éducation non formelle
Page 6

Organismes

ICEA
Page 4
CLÉ-Montréal
Page 5
TRÉAQ-FP
Page 6

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Des lettres dans la ville



• Michel Gagné, photographe

Des lettres dans la ville

Artiste invité : Marc Lincourt

Inscrit au calendrier des Journées de la culture, l'événement-exposition *Des lettres dans la ville* marquera le paysage culturel montréalais. La Fondation pour l'alphabétisation invite le grand public à découvrir les 26 lettres de l'alphabet à l'intérieur de la station Craig lors des Journées de la culture, les 26, 27 et 28 septembre 2003 de 9 h à 18 h.

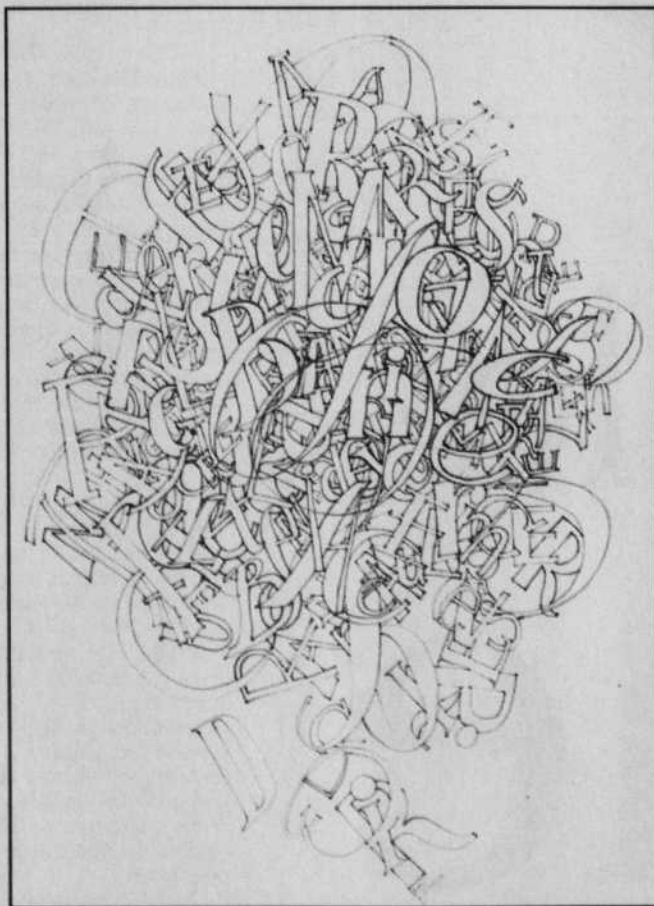
Lieu : Station de pompage Craig, située sur le terre-plein entre l'avenue Viger et le boulevard Ville-Marie, à l'angle de l'avenue de Lorimier

Coût : gratuit

Participez à un atelier de création *les journées de la culture*

- Vendredi 26 septembre
- Samedi 27 septembre
- Dimanche 28 septembre
- Ateliers de création de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h
- Atelier à toutes les 30 minutes

Inscription : (514) 289-1178 ou 1 800 361-9142



• Michel Malouin, photographe

Tirage le 29 septembre 2003

Œuvre offerte

Je voudrais t'écrire, mais je ne sais pas comment
Marc Lincourt
Encre feutre noir sur toile, 80 cm x 95 cm, 2001.
Une valeur de 1 000 \$

PARTENAIRES :



Développement des ressources humaines Canada

Human Resources Development Canada

Le Secrétariat national à l'alphabétisation

National Literacy Secretariat

Éducation

Québec



Domtar



La Fondation pour l'alphabétisation remercie Champ Libre et la Ville de Montréal.



Fondation pour l'alphabétisation

Comblez le vide

*Au Québec, 21,1 % et au Canada, 17 % de la population âgée de 16 à 65 ans a une capacité de lecture très limitée.**

Fondée en 1989, la Fondation pour l'alphabétisation est un organisme sans but lucratif qui a pour mission de faire en sorte que tous les adultes aient accès à la formation de base en lecture et en écriture.

Notre vision d'avenir est que chaque personne puisse acquérir la capacité de comprendre et d'utiliser l'information écrite afin de parfaire ses connaissances, accroître son potentiel et se réaliser pleinement.

Nous sommes à l'affût des tendances et des meilleures pratiques pour réaliser notre mission. Pour ce faire, nos mandats spécifiques sont : organisation d'activités bénéfiques, sensibilisation, soutien à la communauté, prévention et référence.

* Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA) 1994.

Des chiffres... et des résultats!

- 1 000 000 d'adultes québécois de 16 à 65 ans ont des capacités de lecture très limitées. Un adulte sur cinq!
- 612 000 personnes possèdent moins d'une 9^e année de scolarité.
- 2 % seulement entreprennent une démarche d'alphabétisation.
- 265 entreprises et individus contribuent annuellement à la cause de l'alphabétisation.
- 200 Amis font partie de la Fondation, le plus grand réseau pour l'alphabétisation au Québec et au Canada.
- 52 000 enfants pauvres ont reçu un livre tout neuf par notre projet *La lecture en cadeau*.
- 50 000 adultes, depuis 1990, ont été conseillés par la ligne *Info-Alpha*.
- 3 000 adultes ont été aidés par la Fondation en 2002.
- 500 points de service en alphabétisation partout au Québec collaborent avec nous.
- 300 organismes d'alphabétisation du Québec et de l'Ontario se sont partagés, en 2002, 6 millions de feuilles de papier Domtar pour répondre à leurs besoins annuels touchant ainsi plus de 22 000 adultes en démarche d'alphabétisation.
- 2 000 heures ont été faites par les bénévoles dans le cadre de nos projets en 2002.
- Bon an, mal an, 1 500 000 \$ environ ont été consentis par nos partenaires en dons de publicité, de promotion, de matériel, etc.

Pour information :

Fondation pour l'alphabétisation
1265, rue Berri, bureau 900
Montréal (Québec)
H2L 4X4

Téléphone: (514) 289-1178
Sans frais : 1 800 361-9142
www.fqa.qc.ca

ALPHABÉTISATION

Fondation pour l'alphabétisation

Des mots pour tous

Un million de Québécois ne peuvent lire des textes suivis

Depuis près d'un an, la Fondation québécoise pour l'alphabétisation (FQA) n'est plus. Elle s'est transformée; on l'appelle désormais La Fondation pour l'alphabétisation (FA). «On occupe maintenant un nouveau mandat qui ne dessert plus uniquement la province, mais plutôt le Québec et le Canada», explique la directrice générale de l'organisme, Sophie Labrecque.

ULYSSE BERGERON

La Fondation pour l'alphabétisation a élargi ses collaborations avec différentes organisations situées un peu partout au pays. «Ce nouveau mandat nous permet d'exporter nos idées hors Québec et d'aller chercher de l'expertise et des fonds ailleurs. C'est un partage de ressources. C'est un partage de visibilité. C'est une possibilité d'aller chercher des façons de faire différentes et de proposer les nôtres.»

Les chiffres portant sur l'analphabétisation au Québec sont à la fois impressionnants et alarmants: environ un million de personnes âgées entre 16 et 65 ans, dont 11 % des jeunes Québécois de 16 à 25 ans, ont d'importantes difficultés à lire des textes suivis.

Quelque 2 % d'entre eux tenteront de s'en sortir. Très peu; trop peu. Le défi pour la FA est donc immense. Il s'agit de cibler ces personnes, de les contacter pour, par la suite, les guider dans un processus d'apprentissage qui leur permettrait d'acquérir les compétences nécessaires à la lecture et à l'écriture. «Notre mission, c'est faire en sorte que chaque adulte puisse parfaire ses connaissances et trouver de l'aide. On veut arriver à atteindre le million de personnes analphabètes. On travaille en quelque sorte à éliminer nos emplois. Et on espère y arriver», souligne Mme Labrecque.

Pour y parvenir, la fondation attaque plusieurs fronts à la fois: sensibilisation à la cause, organisation d'activités-bénéfice, prévention, soutien à la communauté et références. Et cela semble porter ses fruits, car chaque année près de 20 000 personnes suivent des cours dans les 500 points de services d'alphabétisation qui sont éparpillés un peu partout dans la province.

Causes multiples

Si aucune étude n'arrive à circonscrire avec exactitude les causes de l'analphabétisme, certains points communs peuvent néanmoins être soulevés: pauvreté, troubles d'audition ou de vision, problèmes familiaux. «Mais il faut faire attention. Il ne faut pas tomber dans le piège de la généralité. On ne peut pas montrer du doigt une seule cause; plusieurs facteurs sont à considérer», soutient Mme Labrecque.

«L'apprentissage de la lecture, c'est vraiment comme si on donnait un trousseau d'environ sept clés à quelqu'un et qu'on lui demandait d'en choisir une pour ouvrir la porte qui se trouve devant lui. Il a alors une chance sur sept de tomber sur la bonne. C'est la même chose pour la lecture», illustre Sophie Labrecque. Il y a plusieurs méthodes d'apprentissage. Il faut arriver à trouver celle qui convient le mieux aux différentes personnes. «L'apprentissage de la lecture, c'est souvent et avant tout une question de méthodologie.»

Depuis sa fondation en 1989, la FA a mis sur pied divers services afin de rejoindre et d'aider les analphabètes du Québec. Quelque 40 000 personnes auraient jusqu'à maintenant eu recours à Info Alpha, une ligne d'aide par téléphone mise en service un an plus tard. La directrice affirme, non sans une certaine fierté: «On est les seuls au Canada à avoir une ligne d'aide comme celle-là. Une ligne qui permet d'aider les personnes immédiatement [...]» De plus, depuis le mois de mai dernier, le gouvernement québécois a confié à la fondation la mise en œuvre du service téléphonique Info Apprendre qui offre aide et références aux personnes désirant compléter une formation en particulier. Ce qui, désormais, fait de la fondation une incontournable dans le secteur de l'éducation.

L'apprentissage du goût de lire

Harry Potter, Martine, Tintin, Bob Morane, Le Club des 5, Les Trois mousquetaires et Astérix ont tous une chose en commun: ils ont initié plusieurs personnes de différentes générations à la lecture et à l'univers incroyable que celle-ci propose. Et c'est la transmission de ce goût de la lecture, de cette envie de lire qui a poussé la FA à mettre sur pied Lecture en cadeau. Le projet, qui a su rassembler libraires et maisons d'édition, est à la fois simple et génial: offrir à un enfant un livre neuf, un bouquin qui lui appartient.

Depuis septembre 1999, Lecture en cadeau connaît un succès considérable. La première année, la fondation a amassé entre 2000 et 3000 livres. L'année suivante, la récolte est passée à 15 000. En 2001, 16 000 livres ont été recueillis. Le projet est un de prévention contre l'analphabétisme, mais également contre le décrochage scolaire. Car force est d'admettre qu'il y a un lien inéluctable entre la sous-scolarisation et l'analphabétisme. Une étude de caractéristiques a démontré que 85 % des jeunes de 16 à 25 ans inscrits à des cours d'alphabétisation, étaient arrivés à l'école secondaire avec un retard scolaire qui a continué par la suite à s'accroître.

Malgré tout, Mme Labrecque reste réaliste: «Ce serait utopique de penser qu'une organisation comme la nôtre puisse régler l'ensemble des problèmes d'éducation au Québec.» Toutefois, en travaillant conjointement avec les différents paliers de gouvernement, les divers partenaires du secteur privé ainsi qu'avec la population, la Fondation pour l'alphabétisation pourrait certainement arriver à réduire le nombre de personnes analphabètes ou, encore mieux, elle pourrait arriver à éliminer le problème.



L'artiste Marc Lincourt, la directrice générale de la Fondation pour l'alphabétisation, Sophie Labrecque, et le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, lors du lancement de la dernière campagne pour lutter contre l'analphabétisme.

Une entrevue avec Pierre Reid

Promotion de la lecture

Trop de Québécois ont une formation scolaire déficiente

Selon la Fondation pour l'alphabétisation, il y aurait près d'un million de personnes analphabètes au Québec. Un nombre considérable qui est d'autant plus surprenant lorsqu'on s'attarde à l'âge de ces derniers: 5,9 % des jeunes de 15 à 29 ans, dont près du tiers sont des garçons, comptent moins de neuf ans de scolarité. Ce qui équivaut approximativement à 85 000 jeunes.

ULYSSE BERGERON

Lorsque Pierre Reid, l'actuel ministre de l'Éducation, était professeur à l'Université de Sherbrooke, avant d'en devenir le recteur, il avait déjà fait une triste découverte: «J'ai constaté une grande difficulté sur le plan du français, de la lecture — particulièrement en ce qui a trait à la vitesse — et de l'impact que cela avait sur l'écriture: la capacité d'écrire facilement et rapidement en bon français. Et je sais que cela est tributaire de la lecture.»

Selon le ministre, le système d'éducation a réagi à cette situation. «Main-

tenant, on met les efforts sur la lecture, surtout au primaire. La nouvelle pédagogie de la réforme, lorsqu'elle sera mise en place, devrait amener un avantage: celui de comprendre mieux à quoi sert ce qu'on étudie et ce qu'on apprend.» Le ministre soutient ainsi que l'apprentissage par projets poussera nécessairement les élèves à lire davantage et plus efficacement afin de trouver les informations nécessaires pour mener à terme ceux-ci.

Interventions ministérielles

«On parle d'un million de dollars de plus», souligne M. Reid en parlant de la

partie du budget qu'allouera cette année le ministère de l'Éducation en matière d'alphabétisation. «L'objectif est avant tout de faciliter et d'augmenter le recrutement des personnes ayant des difficultés de lecture», dit-il avant d'ajouter immédiatement que ce million s'ajoute aux 10 millions déjà existant pour le milieu communautaire et les 20 millions octroyés aux commissions scolaires.

Reconnaissant que certains aspects des programmes actuels d'éducation en matière de renforcement et de promotion de la lecture laissent place à l'amélioration, Pierre Reid souligne l'importance de s'ouvrir à de nouveaux horizons et au développement de nouveaux moyens d'apprentissage. L'utilisation de la Toile en milieu scolaire par exemple: «Internet comme outil d'information, s'il est bien utilisé évidemment, permet aux jeunes de lire des phrases bien faites. Ce qui n'est pas toujours le cas des jeux électroniques et des échanges par courriels. Toutefois, petit à petit, au

soir, je m'assois au parc, en face de mon studio coin Rachel et Saint-Dominique pour qu'il arrive quelque chose. Je regardais en face de moi un bâtiment affreusement laid avec d'immenses fenêtres. Il y avait beaucoup d'animation à l'intérieur, des gens qui passaient comme des bobines de fil. Il m'est venu à la mémoire le mythe d'Athéna et d'Arachné.» C'est ainsi que l'immense sculpture est née.

Est-ce normal qu'il y ait toujours un million de personnes ayant d'importantes difficultés de lecture? «Il faut faire attention aux chiffres. Car ceux que l'on donne sont souvent des chiffres portant sur la scolarisation. Et "sous-scolarisation" ne signifie pas nécessairement "analphabétisme".» Toutefois, l'alphabétisme s'acquiert principalement à l'intérieur des institutions scolaires. Par le fait même, le niveau de scolarité reste nécessairement un précieux indicateur de la situation de l'alphabétisme. Au Québec, environ 611 000 personnes âgées de 15 ans à 64 ans ont moins de neuf ans de scolarité; ce qui équivaut à l'actuel troisième secondaire. Commentent ces statistiques, Pierre Reid affirme que «c'est encore énorme. C'est inacceptable. Et c'est pour ça qu'on doit travailler à améliorer la situation.»

La Demeure d'Arachné

La première lettre

Un artiste initie un voyage aux sources de l'alphabet

Marc Lincourt expose depuis le 2 septembre une immense sculpture: *La Demeure d'Arachné*. L'œuvre formée de la lettre A et d'une toile d'araignée, d'une hauteur de 21 mètres et de 18 mètres de largeur, tapisse la station Craig, située à proximité du pont Jacques-Cartier, entre l'avenue Viger Est et le boulevard Ville-Marie.

CAROLINE TOUZIN

Un artiste québécois, peintre et sculpteur, s'est lancé un défi de taille: se servir de l'art contemporain comme outil de sensibilisation à l'analphabétisme. «Ça ne pouvait pas être une œuvre à longue lecture, car le lieu est nerveux, électrisant. Les voitures passent, les klaxons, le pont juste au-dessus... Ça bouge tout le temps», explique Marc Lincourt.

Ce n'est pas un hasard si l'œuvre est installée au cœur d'un ancien quartier ouvrier, le Faubourg «à m'lasse». Le sculpteur veut ainsi souligner que l'époque où tout un peuple d'artisans était maintenu dans un climat d'analphabétisme est révolue.

Jeux de lettres

Marc Lincourt présente aussi à la station Craig l'exposition *Des lettres dans la ville* du 2 au 28 septembre. D'une durée de 26 jours, elle est composée de 26 dessins. Clin d'œil évident aux 26 lettres de l'alphabet. Lors des trois derniers jours de l'exposition, il y animera des ateliers de création de dessin automatique sous le thème *Voyage aux sources de l'alphabet* qui se tiendront dans le cadre des Journées de la culture.

Ce ne sera pas sans lui rappeler des ateliers similaires donnés en France à des femmes d'origine maghrébine, pour la plupart illettrées. «Je me suis aperçu que ces dames-là m'ont beaucoup nourri. C'était une sorte de grande pureté [...] une expérience extraordinaire», soutient le créateur d'œuvres qu'on retrouve dans des collections publiques et privées au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie.

La forme des lettres de l'alphabet le passionnait déjà quand la Fondation pour l'alphabétisation l'a approché, il y a plus de trois ans. Comme une araignée qui tisse sa toile, le projet naissait lentement dans la tête de l'artiste.

De retour au Québec après un long séjour en France, Marc Lincourt imagine son œuvre. «Le

soir, je m'assois au parc, en face de mon studio coin Rachel et Saint-Dominique pour qu'il arrive quelque chose. Je regardais en face de moi un bâtiment affreusement laid avec d'immenses fenêtres. Il y avait beaucoup d'animation à l'intérieur, des gens qui passaient comme des bobines de fil. Il m'est venu à la mémoire le mythe d'Athéna et d'Arachné.» C'est ainsi que l'immense sculpture est née.

Pour l'artiste, la A de sa sculpture possède plusieurs significations. La lettre peut représenter l'artisan en train de se construire un monde meilleur, l'architecte qui tisse sa vision de la ville idéale ou encore, l'alpha, maître de sa destinée qui exprime sa liberté.

L'artiste a lui-même été frappé par le fait qu'un proche lui ait caché son analphabétisme pendant des années. «Les analphabètes en développent des trucs pour camoufler ce genre de manque», remarque-t-il.

Pour lui, «l'art pour l'art est devenu autre chose». Il a senti son travail devenir utile. Marc Lincourt rêve de voir Montréal devenir «le musée de l'alphabet». En effet, l'événement *Des lettres dans la ville*, qui débute cette année avec la lettre A pourrait, à ce rythme-là, se dérouler pendant 25 autres années.

Le réseau des bibliothèques de Montréal...



57 portes toutes grandes ouvertes sur l'apprentissage de la lecture

- Collections spéciales pour l'apprentissage de la lecture
- Animations en bibliothèque visant l'éveil à la lecture
- Programmes d'animation Contact et Les mots partagés favorisant la francisation

Pour tout savoir www.ville.montreal.qc.ca/culture

(visitez le Coin pour tous)

L'alphabétisation au bout des doigts et au cœur de chaque arrondissement.

Montréal

ALPHABÉTISATION

Au Y des femmes, boulevard René-Lévesque

Le dur apprentissage de l'autonomie

Paroles de femmes calque ses interventions directement sur le quotidien et la réalité des femmes

Au Y des femmes, boulevard René-Lévesque, dans le cœur du centre-ville montréalais, les femmes ont toute leur place. Elles y vont pour le centre de santé, pour la boutique de vêtements, pour le service d'emploi, pour le centre de conditionnement physique... et pour le centre d'alphabétisation. Militant et acteur énergétique de l'autonomie sociale et économique des femmes, l'organisme ne pouvait ignorer la détresse de celles, trop nombreuses, qui se heurtent à la barrière de la lecture et de l'écriture. Le centre d'alphabétisation Paroles de femmes a été créé à cet effet.

ESTELLE ZEHLER

Montréal, 1875, les portes du Y des femmes battaient déjà au gré des entrées et sorties féminines. L'organisme entamait alors son action en proposant à la population un service de résidence, soit un hébergement communautaire abordable et sécuritaire. Ce même programme a donné naissance, en 1992, au centre d'alphabétisation à la demande des résidentes. Accablées devant des documents à remplir, des factures à payer, une lettre à lire, certaines d'entre elles étaient désemparées. Les femmes qui se présentent à la résidence vivent une pluralité de difficultés. Certes, l'analphabétisme n'en est qu'une parmi d'autres. Elle nécessite toutefois une réponse appropriée.

Claudette Demers Godley, directrice générale adjointe, précise: «Notre programme de résidence compte actuellement 25 places. Les femmes y demeurent jusqu'à 18 mois. Nous avons une multitude de services à leur disposition, dont un service d'employabilité et un service d'alphabétisation.» L'existence de ce dernier a été rendu possible grâce au soutien financier continu de la Fondation Hogg et du ministère de l'Éducation.

Une nouvelle vie

Issues de milieux économiquement défavorisés, certaines femmes

ont rarement eu l'opportunité d'une scolarité suivie. Trop souvent bafouées et mises à l'écart, elles tentent d'inverser le cours de leur existence, comme en témoigne Lolita: «Je suis venue au Y des femmes car je souhaitais recommencer une nouvelle vie. Grâce à la Résidence et au soutien inconditionnel de ses intervenantes, j'ai pu cheminer vers mon autonomie.» La situation des femmes vis-à-vis de l'analphabétisme est particulière, indique Zaïa Ferani, responsable du centre d'alphabétisation: «Elles éprouvent un besoin accru d'être autonomes et cela est particulièrement le cas des filles mères et des femmes immigrantes qui arrivent à Montréal.»

Pour répondre à ces attentes, Paroles de femmes calque ses interventions directement sur le quotidien et la réalité des femmes. Une apprenante souhaite cuisiner? Les recettes seront à l'honneur dans les leçons. Telle autre souhaite poursuivre un secondaire ou plus? Les sessions d'apprentissage seront adaptées.

Vaincre l'isolement

La tâche la plus ardue du centre d'alphabétisation est de parvenir à joindre ces femmes. Si certaines se présentent spontanément au centre, des démarches de recrutement s'avèrent également nécessaires. «Ces femmes, explique Zaïa Ferani, sont isolées et démunies.



Paroles de femmes fonctionne sur une base individuelle. Chaque apprenante est jumelée avec une tutrice bénévole.

Leur estime de soi est très faible. Elles n'ont pas le courage de venir vers nous en général.» Le bouche à oreille, qui constitue un bon vecteur d'information, est entretenu par les apprenantes. Des centres de femmes sont visités par Zaïa et son équipe. Des quartiers sont ciblés, dont Saint-Henri et Hochelaga-Maisonneuve.

Le Y des femmes est lui-même un bon catalyseur grâce aux nombreux services qu'il propose, souligne Claudette Demers-Godley. «Ils constituent une porte d'entrée pour briser l'isolement.» Pour utiliser telle ou telle activité du centre, les femmes viennent à connaître Paroles de femmes et peuvent alors, avec le soutien des intervenantes du centre de santé par exemple, ou encore de celui de l'emploi, instaurer une démarche d'alphabétisation.

Outre la complémentarité que

permettent les différents programmes du centre, ils offrent également un avantage certain, l'anonymat. Nul ne peut savoir si la personne qui passe l'entrée du Y des femmes se dirigera vers telle activité ou telle autre. Il en résulte un cadre d'accueil non menaçant puisqu'il ne permet pas d'identification. Ainsi, tout processus de stigmatisation est paralysé. Cela est d'autant plus important que le centre souhaite «instaurer un sentiment d'appartenance» entre le lieu et les apprenantes.

Patience et ouverture

Pour atteindre cet objectif, des qualités sont demandées aux tutrices qui encadreront les apprenantes. «De l'empathie, de la patience, beaucoup de patience, l'absence de préjugé, une ouverture de l'esprit, le sens de l'écoute, la discrétion sont des dispositions essentielles», précise

Zaïa Ferani. En outre, savoir poser une barrière dans son rôle de tuteur n'est pas négligeable, afin de ne pas malmenager sa vie privée.

Le programme Paroles de femmes fonctionne sur une base individuelle. Chaque apprenante est jumelée avec une tutrice bénévole. Cette dernière aura suivi au préalable une formation en alphabétisation et en français langue seconde. Elles s'engagent toutes deux pour une période d'un an, à raison d'un minimum de deux séances de deux heures par semaine. L'année est inaugurée par la mise à plat des attentes de l'apprenante. Que veut-elle apprendre? L'objectif déterminé, des échéances à court et à long terme sont fixées. Des rapports de progrès estimeront tous les deux mois l'évolution de l'apprentissage.

Tutrices et apprenantes ont une relation privilégiée qui permet des expériences enrichissantes. Ainsi

Jamila, à son arrivée au Québec, éprouvait de grandes difficultés à s'exprimer en français. Non seulement elle ne savait ni lire ni écrire dans cette langue, mais il en était de même pour sa langue maternelle, l'arabe. «Mais, témoigne sa tutrice, elle me réservait de belles surprises. Elle est très enthousiaste et peut travailler pendant longtemps sans s'arrêter. D'ailleurs, elle veut rarement s'arrêter.» De son côté, la tutrice, outre le plaisir de voir des progrès de Jamila, a découvert une autre culture et agrandi ainsi son horizon.

Joindre l'Est à l'Ouest

Des ateliers sont également tenus afin de privilégier des interactions avec un nombre plus important de personnes. De petits groupes d'apprenantes échangent leurs expériences. Mots, dessins, paroles, tout support est admis lors de ces rencontres de libre expression. Le but est encore une fois de briser leur isolement tout en développant des habiletés sociales. Un programme collectif d'alphabétisation, Joindre l'Est à l'Ouest, a également été mis en place. «Nous avons constaté, poursuit Claudette Demers-Godley, que le manque de connaissances des parents pouvait provoquer l'échec scolaire de l'enfant.» Aussi, ce programme d'alphabétisation familial aide les parents à intégrer le milieu scolaire. Des intervenantes accompagnent ceux-ci dans le cheminement de leurs jeunes enfants.

Pour Zaïa Ferani et ses collègues, l'alphabétisation constitue le défi à relever. Si celui-ci réclame des efforts et une constance sans faille, il est également source de grande satisfaction. Parmi les moments de joie, elle note la réussite de telle apprenante à l'examen exigé pour obtenir la citoyenneté canadienne. Il y a également telle autre qui a réussi son cégep, ou telle autre qui est inscrite à l'université, ou ...

Institut canadien d'éducation des adultes

Un seul adulte québécois sur cinq est inscrit dans un programme de formation

«L'éducation est un processus qui se déroule tout au long de la vie d'un individu»

La promotion du droit des adultes à l'éducation constitue la priorité entre toutes pour l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA). Malgré le fait que la notion de «formation des adultes» soit encore aujourd'hui victime d'une perception négative, tant par le public en général que par le corps politique, l'ICEA entend poursuivre son action en faveur du partage du savoir et de la lutte à l'exclusion. Et, comme l'explique si bien le directeur général de l'ICEA, Bernard Normand, la reconnaissance du droit à la formation des adultes ne date pourtant pas d'hier.

THIERRY HAROUN

«L'éducation est un processus qui se déroule tout au long de la vie d'un individu. Et cette thèse a des racines historiques importantes qui sont liées à des visions qui remontent à l'époque de la Renaissance.» Cependant, c'est le marquis de Condorcet, poursuivit-il, qui, en 1791, a jeté les bases du droit à l'éducation, puisque l'un de ses cinq mémoires sur l'instruction publique portait spécifiquement sur l'éducation des adultes. «En France, il y a une tradition très riche quant à la réflexion sur le sujet; et nous à l'ICEA, on s'inscrit dans cette grande tradition depuis la période d'après-guerre.»

En effet, de 1946 à 1960, le milieu de l'éducation des adultes s'organise et se dote d'un regroupement autonome se voulant représentatif de tout le secteur français de l'éducation des adultes au Canada. D'abord connu sous le nom de la Société ca-

nadienne d'enseignement post-secondaire, l'organisme prend, en 1956, le nom qu'on lui connaît aujourd'hui.

Animé par le mouvement de la Révolution tranquille, l'ICEA s'est consacré dans les années 1960 à promouvoir la mise en place d'un système public d'enseignement. Fait à noter, en 1958, 63 % des Québécois abandonnaient l'école avant la 7^e année contre 1 % en 2000.

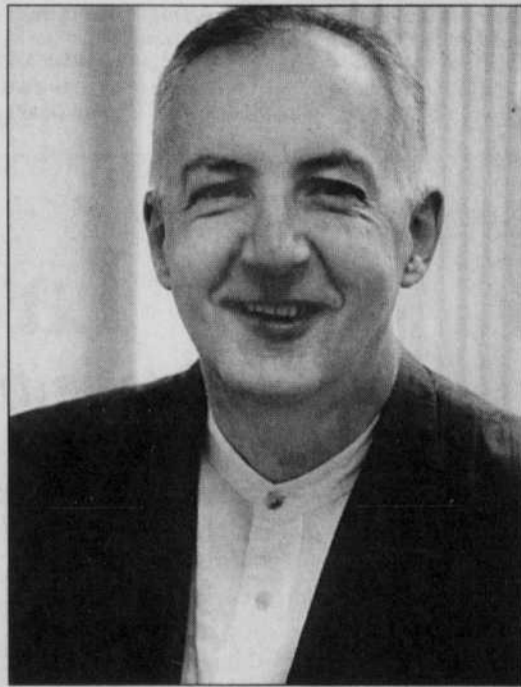
Exercices d'un droit

«Aujourd'hui, la façon dont se libelle notre mission est davantage axée sur les conditions d'exercices du droit d'apprendre pour tous; une condition clé d'une société démocratique.» On se définit, précise-t-il, comme un carrefour rassembleur des forces vives en éducation au Québec.

En effet, l'ICEA rassemble plus d'une centaine d'organismes provenant des institutions d'enseignement de même que du réseau de la main-d'œuvre, du milieu syndical et communautaire, notamment.

Par ailleurs, les interventions de l'ICEA — qui s'inscrit aussi à titre d'organisme-conseil au sein du Conseil international d'éducation des adultes ainsi qu'auprès de l'UNESCO — prennent forme dans plusieurs champs d'activités, soit dans le domaine de la recherche, de l'innovation et de la production d'outils pour soutenir des projets dans le but, entre autres, de lutter contre l'exclusion sociale.

Par exemple, le programme Dynamiser la vie associative et démocratique — un projet conjoint entre l'ICEA et quatre organismes de personnes handicapées — vise notamment à encourager la reconnaissance des compétences fortes collectives. Autre projet en cours d'élaboration, souligne M. Normand, en est un d'enquête, «une sorte de radiographie de l'état des lieux de l'éducation des adultes



Le directeur général de l'Institut canadien d'éducation des adultes, Bernard Normand.

pour finalement aboutir à un dossier étoffé; afin de trouver de nouvelles façons de faire connaître le milieu, tant sur le plan des intervenants, qui sont souvent segmentés, que sur le plan du grand public.» Un document qui, à terme, trouvera toute sa pertinence

ce parce que, selon lui, la notion de «formation des adultes» est encore aujourd'hui victime d'une perception négative même chez les gens instruits.

Le Québec versus la Scandinavie

D'autre part, si l'éducation des adultes n'est pas orientée dans une perspective démocratique, estime Bernard Normand, elle risque de reproduire les inégalités les plus grandes entre citoyens. Un axiome qui a trouvé largement écho «politiquement» dans les pays scandinaves.

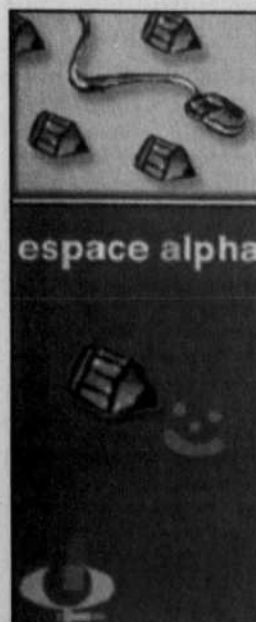
A preuve, note M. Normand, le taux de participation à l'éducation des adultes n'est que d'environ 20 % au Québec, alors qu'en Suède ce chiffre dépasse 50 %. Il lance donc un appel aux élus «d'avoir un peu plus de courage politique» et de reconnaître à sa juste valeur, à l'instar des pays scandinaves, la contribution sociale et économique de l'éducation des adultes.

La formation des adultes en fête

La 2^e édition de la Semaine québécoise des adultes en formation, chapeautée par l'ICEA, se tiendra cette année du 25 au 31 octobre prochain. Des activités de toutes sortes sont prévues au programme sur tout le territoire. Le point de mire de la semaine: proclamer la date du 29 octobre Journée des adultes en formation en milieu de travail.

De par le monde, 24 autres pays organisent une semaine du même genre, dont le Cap Vert, la Guinée Bissau ainsi que la Bosnie. En Angleterre par exemple, la Adult Learner's Week existe depuis 1992; celle-ci bénéficie notamment de plages publicitaires et d'un service d'aide téléphonique.

L'ICEA est un organisme non gouvernemental, subventionné à hauteur de 1,5 million de dollars par le ministère de l'Éducation et par Emploi-Québec.



Les Prix de l'alphabétisation 2003 de Postes Canada

Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) reçoit le Prix de l'alphabétisation 2003, dans la catégorie «Leadership communautaire».

Postes Canada souligne ainsi le leadership du CDÉACF et reconnaît le caractère novateur de ses réalisations dans le domaine de l'alphabétisation depuis vingt ans. C'est un grand honneur de recevoir ce prix le jour du cinquantième anniversaire d'Espace Alpha, le portail francophone de l'alphabétisation au Québec.

Ce prix unique et respecté renforce notre détermination à l'égard de l'alphabétisation et nous motive pour les années à venir.

En cette journée internationale de l'alphabétisation, une visite sur Espace Alpha s'impose:

www.alpha.cdeacf.ca

ALPHABÉTISATION

INITIATIVES

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS

ALPHABÉTISATION

Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec

Démystifier le rapport à l'alphabétisation

Une simple « mise à jour du français et des mathématiques »

La plus grosse centrale syndicale québécoise, la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ), œuvre dans des sphères diversifiées du monde du travail, de la fonction publique à l'aérospatiale en passant par le transport et l'alimentation. L'Année internationale de l'alphabétisation, en 1990, a donné le coup d'envoi de l'implication de la FTQ dans le dossier de la francisation, un dossier aux enjeux multiples et dont les assises demeurent fragiles.

DENIS LORD

Louise Miller est conseillère syndicale et responsable du dossier de formation à l'emploi à la FTQ. Elle travaille à soutenir les syndicats dans le développement des programmes de francisation, à créer dans les entreprises une culture de formation continue. « C'est souvent lors des transformations dans une entreprise — arrivée de nouvelles technologies, changements dans l'organisation du travail — qu'on prend conscience de la gravité de la situation, explique-t-elle. À plusieurs reprises, on s'est rendu compte que plus de 30 % du personnel d'une entreprise avait des problèmes majeurs en écriture et en lecture. Il y a quelques années, dans le secteur manufactu-

rier, on a installé de nouveaux appareils à commandes alphanumériques dans une entreprise de 550 employés. Le syndicat croyait devoir s'occuper d'une trentaine de personnes. Après enquête, on s'est rendu compte que 178 travailleurs éprouvaient à divers degrés des problèmes. »

« C'est de plus en plus difficile de se trouver un emploi quand on ne sait ni lire ni écrire »

Des docteurs analphabètes!

Selon Mme Miller, beaucoup plus de gens que ce qu'on peut croire sont aux prises avec des lacunes en mathématiques, en lecture et en écriture. « Si certains immigrants possèdent un doctorat dans leur pays d'origine, ils sont plus souvent analphabètes dans leur propre langue. Il faut aussi composer avec la différence d'alphabet. Beaucoup de jeunes ex-décrocheurs de souche franco-

phone occupent des emplois où ils n'ont pas besoin de savoir lire ou écrire. Il y en a plusieurs qui ont laissé l'école en 7^e ou en 8^e année. Ils ont désappris et ils manquent de confiance. Il faut la leur redonner. Ils ont besoin d'une base pour se trouver un meilleur emploi. »

Donner accès à une meilleure situation fait évidemment partie du mandat de la FTQ, mais il s'agit de prime abord de la conserver.

« C'est de plus en plus difficile de se trouver un emploi quand on ne sait ni lire ni écrire. Même dans le secteur de l'entretien ménager, on doit être capable de lire le mode d'emploi des produits, rappelle Mme Miller. Et avec l'omniprésence de l'informatique, la lecture et l'écriture sont presque devenues incontournables. Il faut remplir des fichiers, effectuer des opérations mathématiques de base, etc. » La santé et la sécurité sont aussi des enjeux de la francisation, alors que produits et équipements et lieux de travail sont assujettis à des utilisations spécifiques.

Temps de la formation : situations multiples

Les différentes ententes négociées avec les entreprises, les horaires de travail et le niveau de français des ouvriers façonnent des réalités d'apprentissage différentes.

« Une formation de 60 heures est parfois suffisante, précise Louise Miller. Dans des cas plus dramatiques, nous offrons des formations de 400 heures et même là, ça ne suffit pas toujours. Nous faisons la mise en place d'une formation sur mesure en utilisant des consignes de sécurité, des formulaires, des journaux syndicaux. Nous faisons affaire avec les milieux communautaires ou encore avec des commissions scolaires qui développent du matériel adapté. Nous voulons démystifier tout le rapport à l'alphabétisation. Le terme est vu comme péjoratif, c'est pourquoi nous parlons plutôt de "mise à jour du français et des mathématiques". Le plus dur c'est de former le premier groupe. Ensuite, il y a un effet boule de neige. Les gens se parlent. »

La formation se fait parfois sur les lieux et en partie pendant les heures de travail, les cas de figure variant selon les conventions collectives.

Une percée dans le secteur textile

Affilié à la FTQ, le Syndicat du vêtement, textile et autres industries (SVTI) illustre un des chemins que peut prendre la mise à jour du français et des mathématiques.

Au dire de Sophie Bourgeois, responsable du programme pour le bureau conjoint de Montréal, les syndiqués de ce secteur sont à 80 % des femmes et à 80 % des immigrants de fraîche date: Asiatiques, Pakistanais et Indiens, Africains, Latinos et Caribéens. « L'usage du français est primordial pour que les ouvrières puissent comprendre les contremaîtres, mais aussi pour s'impliquer dans le syndicat et revendiquer, dit-elle. C'est bon pour les personnes et aussi pour le syndicat, ça développe un sentiment d'appartenance. Les nouveaux arrivants ne savent pas souvent ce qu'est un syndicat. »

Dans ses quatre locaux de la rue Maisonneuve Ouest à Montréal, le bureau conjoint de la SVTI offre, selon la demande, des cours d'informatique et de mathématiques, de français écrit, et des ateliers de conversation. Depuis le lancement du programme en 1999, près de 500 personnes y ont complété leur formation. On y offre, le soir et la fin de semaine, neuf niveaux de français langue seconde. « Nous formons annuellement entre 80 et 100 personnes, dit Mme Bourgeois, à raison de deux cours par semaine et de quatre sessions de 44 heures par année. Il faut trois années pour achever une formation complète. Les cours se donnent à des groupes de 10 personnes; il y a beaucoup d'abandon et d'absence en raison de maladie ou d'accidents de travail, ou encore parce que les travailleurs retournent dans leur pays d'origine. Nos professeurs, Louba Zerova et Fernando Castro, sont des immigrants. Les étudiants s'identifient davantage à eux qu'à des Québécois de souche; de leur côté, les professeurs peuvent comprendre leur réalité. »

Refus patronal

Une partie des étudiants du bureau conjoint de Montréal, ceux de Jack Victor et de Golden Brand par exemple, peuvent se rendre à leurs cours à pied. D'autres viennent de plus loin, comme de la rive sud. La SVTI donne aux parents 3,50 \$ de l'heure par enfant pour les frais de garde. Le bureau conjoint représente 5000 membres. Mme Bourgeois croit qu'ils seraient davantage à s'inscrire aux ateliers de formation si ceux-ci se donnaient sur le lieu de travail et pendant celui-ci. « Mais je ne crois pas que ça se fasse un jour dans l'industrie du vêtement. On y travaille dans des délais de production très courts, confronté à la compétition des autres pays. Les manufactures peuvent fermer leurs portes demain matin. »

Autres problèmes soulignés par Mme Bourgeois: la compensation pour le temps de formation des travailleurs payés à la pièce, la difficulté d'organiser les cours sans rompre la chaîne de production, alors que chaque employé accomplit une tâche spécifique. « Et dans l'industrie du vêtement, ajoute Mme Bourgeois, il n'y a pas de culture de formation. On va former les contremaîtres, ou les employés à leur tâche, mais c'est tout. Plutôt que d'utiliser le 1 % que les compagnies ayant



Dans l'industrie du vêtement, il n'y a pas de culture de formation.

une masse salariale de plus de 250 000 \$ doivent verser en formation à leurs employés — selon la Loi 90 —, les employeurs préfèrent retourner l'argent au Fonds national de la formation de la main-d'œuvre (FNFM). Nous devons demander des subventions au Fonds pour former nos membres et c'est assez compliqué, les règles changent constamment. »

Exception notable à ce manque d'intérêt, la firme de vêtements pour hommes Samuelsohn, qui vers la fin des années 90, a collaboré à la mise en place d'un projet pilote de cours de français.

Même en 2003, l'accès à une formation de base en français et mathématiques demeure problématique. « Le gouvernement actuel a décidé de soustraire à la Loi 90 les entreprises dont la masse salariale est inférieure à un million de dollars, affirme Louise Miller, de la FTQ. Ce sont 35 000 des 45 000 entreprises inscrites au FNFM qui cessent d'alimenter sa caisse. Le Parti libéral ne s'était pourtant pas opposé à la Loi 90; on y était conscient que la formation continue est un enjeu majeur de la société. Le débat aurait dû se faire au sein de la Commission des partenaires du marché du travail, mais ça ne s'est pas fait. C'est surtout les travailleurs qui ne sont pas protégés par un syndicat qui sont en danger. On a retiré tout son sens à un outil qu'on s'était donné. »

D. L.



Louise Miller est conseillère syndicale et responsable du dossier de formation à l'emploi à la FTQ.

CLÉ-Montréal

L'analphabétisme est un fléau dans une civilisation de l'écrit

« Un système scolaire orienté vers la "fabrication de futurs salariés" ne convient pas à tous »

Des mouvements populaires des années 80 sont nés nombre de groupes d'alphabétisation, dont le Centre de lecture et d'écriture (CLÉ-Montréal). Désormais profondément enraciné au sein du Grand Plateau, l'organisme poursuit son action pour briser l'isolement des personnes laissées pour compte par le monde de l'écrit.

ESTELLE ZEHLER

Les objectifs de CLÉ-Montréal sont clairement énoncés. Non seulement s'agit-il de lutter contre l'analphabétisme, mais convient-il également de défendre les droits de personnes analphabètes et de promouvoir l'alphabétisation populaire. Les visées retenues laissent entrevoir les tâches titanesques à entreprendre. Pourtant point d'essoufflement dans le fonctionnement de l'organisme. Son équipe de formateurs et formatrices est toujours présente sur le terrain. Cette constance ne semble pas sans relation avec les modes de recrutement des intervenants. Christian Vaillant, formateur et animateur, précise: « Nous privilégions l'ouverture d'esprit, la connaissance du milieu et l'engagement militant. »

Subventionné grâce au programme de soutien aux organismes d'alphabétisation populaire autonomes, CLÉ-Montréal complète son financement de base, qui est insuffisant, grâce à des projets de recherche et de développement. Cela permet à ses membres non seulement d'établir des actions concrètes sur le terrain, mais également de poser une profonde réflexion quant aux déterminants de l'analphabétisme.

Travail d'équipe

Ainsi, la définition même de

l'alphabétisme dépasse aujourd'hui les simples facultés de lecture, d'écriture et de calcul. Son appréhension est plus large puisqu'elle les englobe dans « d'autres types de compétences en communication, comme la capacité de travailler en équipe ou d'établir des relations interpersonnelles harmonieuses, même si les outils actuellement disponibles permettent uniquement de mesurer les capacités de lecture et d'écriture. » De nombreux facteurs contribuent à la fabrication de ce carcan qui isole l'individu de la société.

En tête du palmarès arrive encore une fois la pauvreté qui pousse les personnes, entre autres, à aller travailler très jeunes et les prive d'un encadrement, d'un soutien adéquat. « De plus, poursuit Christian Vaillant, le système scolaire orienté vers la "fabrication de futurs salariés", qui doivent être performants dans un système de compétitivité économique, ne convient pas à tous. » Dans la seule province du Québec, près d'un million de personnes ont des difficultés de lecture et d'écriture.

Le niveau d'alphabétisme d'un individu fluctue au cours de sa vie. Cependant, plus le niveau de scolarité est faible, plus la perte des capacités de lecture et d'écriture de base est fréquente. Tandis que les occasions de les utiliser se raréfient, elles finissent par s'estomper jusqu'à disparaître

dans une zone grise inatteignable. C'est pourquoi, à CLÉ-Montréal, une grande partie des participants et participantes ont 55 ans et plus. Par le passé, l'analphabétisme ne portait pas forcément préjudice. Mais notre société a désormais évolué vers une civilisation de l'écrit.

« Aujourd'hui même les cultivateurs se servent d'ordinateurs pour gérer leur production. Donc la situation qui était acceptable il y a 20, 30 ans, ne l'est plus. » Les besoins de cette population se concentrent dans la vie quotidienne. Le témoignage de Pierre, un homme d'affaires est révélateur: « Je suis très peu scolarisé, car je devais aider mon père dans son travail. [...] Il y a peu de temps, j'avais commandé des matériaux très spécifiques. La préposée à la réception [...] me tend un carnet et un crayon, [...] veut que je lui décrive exactement ce qu'il me faut. Pris au dépourvu, ne voyant comment m'en sortir, je me mets en colère et repousse du revers de la main le crayon et le papier [...] Et je suis parti. » Remplir un bon de commande, lire la posologie d'un médicament, émettre un chèque, lire un avis d'augmentation de loyer, faire une liste d'épicerie, signer une note de l'école sont autant de gestes anodins du quotidien qui mettent à mal ces personnes.

Programme pour tout et pour chacun

CLÉ-Montréal organise des ateliers pour augmenter le niveau d'alphabétisation. Ceux-ci fonctionnent sur un mode participatif. Apprenants et formateurs joignent leurs forces, tant sur le plan du recrutement des nouveaux participants que sur le plan de la

préparation et de l'évaluation des ateliers. La formation n'emprunte pas un programme figé: « Il y a tout un travail de création de matériel. En premier lieu, nous identifions les difficultés des participants puis nous travaillons sur celles-ci. »

Le partenariat en vigueur vise également à développer des aptitudes sociales: « Nous les encourageons à poser un regard critique tant sur eux-mêmes que sur les autres participants. Si l'un d'eux bute sur un mot lors de l'atelier, ses collègues vont l'aider à trouver ce mot ou à l'orthographier correctement. » D'un point de vue pratique, les ateliers se partagent en deux temps. Le premier est consacré à un apprentissage classique sur papier. Le second s'effectue sur des ordinateurs. « Les participants sont assez preneurs, car l'informatique peut être un moyen de frustration supplémentaire pour eux. » Il suffit effectivement de penser au nombre croissant d'administrations qui multiplient les formulaires électroniques.

Outre l'effort consacré intrinsèquement à l'alphabétisation, l'organisme défend également les droits des personnes analphabètes. « Nous les aidons dans leurs difficultés. Très souvent, elles ne savent plus quoi faire devant des situations difficiles. » Cela consiste, par exemple, à accompagner une personne à la Régie du logement. Il y a quelque temps, la mère d'une participante asiatique venait de mourir. Une aide lui a été proposée pour trouver un établissement funéraire. Dans d'autres cas, telle la violence conjugale, on fait appel aux ressources requises par la situation. Les animateurs mettent à la disposition des populations tout un réseau d'orga-

nismes communautaires à même de les soutenir.

Contre le Pastuce

Enfin, l'une des tâches, et non pas la moindre, de CLÉ-Montréal réside en la sensibilisation du milieu, soit les banques, les pharmaciens... « Il y a, dans notre société, des gens qui ont des difficultés de lecture et d'écriture. Il faut savoir interagir intelligemment avec eux. Nous devons sensibiliser notre environnement. C'est un aspect extrêmement important de notre activité. » Des sessions d'information sont organisées qui esquisseront notamment les astuces utilisées par ces personnes. « Excusez-moi, j'ai oublié mes lunettes. Pourriez-vous m'aider? »

Côtayer une personne analphabète sans en avoir connaissance

est possible. Christian Vaillant évoque l'histoire d'un participant: Cet homme de 50 ans avait réussi à cacher à son épouse, pendant une dizaine d'années, ses difficultés. Il avait beaucoup développé sa mémoire. Ainsi, il mémorisait la liste d'épicerie. Il écoutait la radio, regardait la télévision dans les cafés. Quand il rentrait à son domicile, le journal sous le bras, il racontait à son épouse les événements de la journée!

Celles et ceux qui maîtrisent la lecture et l'écriture bénéficient d'une grande qualité de vie. C'est à cette même qualité de vie que souhaitent mener les centres d'alphabétisation populaire. Il s'agit de briser l'hermétisme de l'écrit et donner ainsi à tous les individus les clés de leur autonomie.

À l'occasion de la journée internationale de l'alphabétisation, l'Institut canadien d'éducation des adultes salue les citoyennes et les citoyens qui partagent leur passion pour bâtir une société plus éduquée et plus démocratique.

L'ALPHABÉTISATION EST L'ABC D'UNE CITOYENNETÉ ACTIVE.



5225, rue Berri, bureau 300
Montréal (Québec) H2J 2S4
Adresse internet : www.icea.qc.ca

ALPHABÉTISATION

Projet d'appui au développement de l'éducation non formelle

Contre une analphabétisation qui avoisine les 80 %

Le CECI étend son projet d'alphabétisation à l'ensemble du Niger

Coincé entre sept pays d'Afrique, le Niger est une vaste nation de steppe et de désert parmi les plus pauvres de la planète. Et les plus sous-scolarisés. Afin d'aider le gouvernement nigérien à venir à bout — du moins partiellement — du taux d'analphabétisme qui gangrène sa population, le CECI a mis sur pied un important projet d'alphabétisation dans trois régions, qui vient d'être étendu à l'ensemble du pays. Présentation du PADENF, le Projet d'appui au développement de l'éducation non formelle.

MYLÈNE TREMBLAY

Depuis une quinzaine d'années, les coopérants du Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI) font des pieds et des mains pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion au Niger. Construction de puits étonnamment fonctionnels, élaboration de projets de gestion ou de pacification, les différentes actions du CECI ont contribué à hisser cette organisation non gouvernementale francophone canadienne au cœur du développement de la contrée.

Malgré tous les efforts consentis, le Niger arrive bon dernier sur la liste des pays membres de l'ONU. La plupart des ménages survivent avec moins de 150 dollars par personne par an, tandis que le taux moyen de scolarisation des enfants est estimé à 35 %. Et c'est pire encore lorsqu'il s'agit du taux d'analphabétisme chez les adultes qui avoisine les 80 %.

Un projet d'envergure

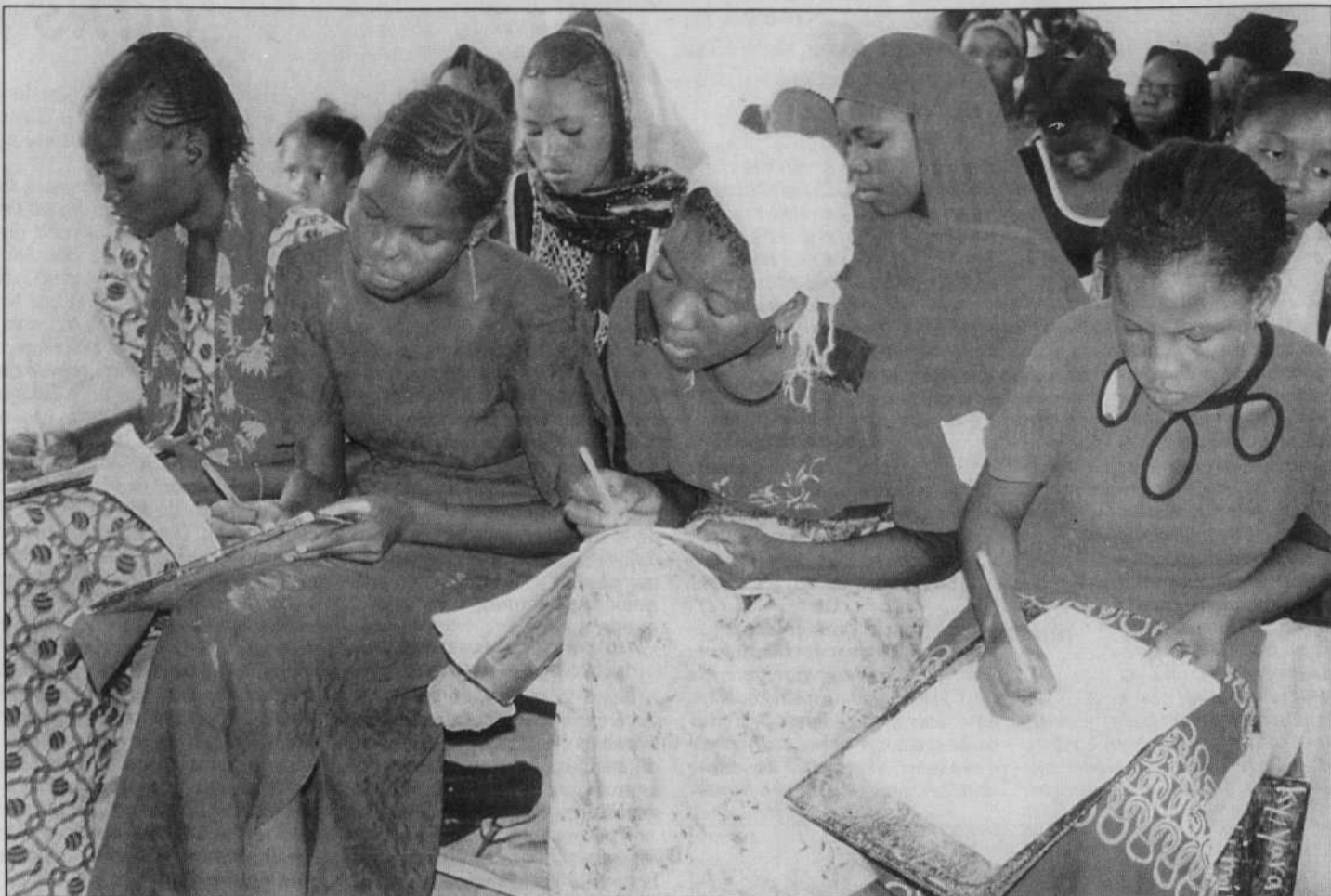
Afin de remédier à ce fléau national, le gouvernement nigérien a lancé, en octobre 2001, un plan décennal de développement de l'éducation, auquel le CECI a voulu prendre part. «C'est une chargée de projet qui a eu l'idée de

faire une proposition non sollicitée de projet d'alphabétisation au Niger», explique Louise Camiré, chargée de projet au CECI-Montreal. Et comme le Niger fait partie des pays les plus pauvres de la planète, le projet a été accepté et appliqué à trois régions où l'ACDI gère déjà un projet de scolarisation pour les filles.

En février 2001, le Projet d'appui au développement de l'éducation non formelle (PADENF), initié par le CECI, se mettait donc en branle dans les régions d'Agadez, de Tillabéri et de Zinder. Avec un fonds de roulement de 3 825 824 \$CAN sur quatre ans, financé en grande partie par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), c'est le plus important projet d'alphabétisation mené par le CECI. «Dans les autres pays, certains de nos projets comportent un volet d'alphabétisation, mais aucun ne porte uniquement sur cette composante», précise Louise Camiré. D'ici à 2005, le PADENF compte alphabétiser chaque année quelque 10 000 personnes, particulièrement des femmes et des jeunes de 9 à 15 ans.

La stratégie du faire-faire

Pour l'aider dans cette démarche, le ministère nigérien de l'Éducation de base et de l'Alphabétisation (MEBA) a consenti à



D'ici à 2005, le Projet d'appui au développement de l'éducation non formelle (PADENF), initié par le CECI, compte alphabétiser chaque année quelque 10 000 personnes au Niger, particulièrement des femmes et des jeunes de 9 à 15 ans.

se départir de son rôle d'exécutant pour ne conserver que celui d'orienteur stratégique et de coordonnateur. Le CECI s'est vu ainsi confier la réalisation de toutes les activités du volet Éducation non formelle et l'alphabétisation fonctionnelle que comporte le plan décennal de développement de l'éducation. Cette stratégie du faire-faire, adoptée par le MEBA, permet au CECI de mobiliser les ONG nationales spécialisées en alphabétisation et les communautés villageoises pour mener à bien les programmes de formation et d'alphabétisation.

«Auparavant, c'était le ministère de l'Éducation qui s'occupait de réaliser les programmes d'alphabétisation, d'en faire le suivi et l'évaluation, même s'il n'en avait pas les moyens», soutient Louise Camiré. Mais il s'est rendu compte que ses programmes n'ont pas eu l'effet escompté. En 2003, les taux d'analphabétisme sont aussi élevés qu'ils l'étaient il y a 20 ans.

Lorsque l'équipe du PADENF a commencé à travailler avec le ministère de l'Éducation, celui-ci avait du mal à se délester de ses fonctions d'exécutant, se souvient la chargée de projet. «Tranquillement, on a fait de la

formation pour faire comprendre le projet aux représentants des régions du ministère. On leur a expliqué que les membres de la société civile — opérateurs ou ONG — pouvaient présenter des requêtes au fonds d'appui, qu'elles seraient analysées et révisées par le comité de sélection, puis l'ONG pourrait mettre en branle son projet d'alphabétisation.»

Les activités du secteur de l'éducation non formelle se distinguent de celles du système régulier du fait qu'elles se déroulent dans des petits centres d'alphabétisation de fortune et non pas dans les écoles dites normales. «Ce sont souvent des cases en paillote où les femmes sont assises sur des nattes par terre ou de vieux locaux primitifs», raconte Louise Camiré. À travers le projet, on fait aussi de la formation auprès des opérateurs et des gens du ministère pour renforcer leurs capacités. Ça leur permet d'élaborer des programmes d'alphabétisation de qualité et de les exécuter avec pé-

dagogie.» Une formation en gestion financière est également dispensée auprès des ONG afin de les aider à gérer les sommes qui leur incombent. «Une ONG peut recevoir jusqu'à 70 000 \$ pour mettre en œuvre son projet. C'est beaucoup pour un petit opérateur perdu au fin fond de la brousse!»

D'ici à 2012, le gouvernement nigérien espère alphabétiser 900 000 personnes

Un projet en expansion

Après deux années de roulement, le Projet d'appui au développement de l'éducation non formelle va bon train même s'il est trop tôt pour évaluer l'augmentation du taux d'alphabétisation réel. Le CECI est d'ailleurs sur le point de signer un projet d'expansion du PADENF dans quatre autres régions du Niger (Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua), ce qui portera l'organisme canadien à couvrir la quasi-totalité du pays. «La Banque mondiale — principal bailleur de fonds du Programme décennal de développement de l'éducation — a proposé que le CECI étende son tra-

vail d'agence d'exécution à quatre autres régions, puisque le travail accompli dans les trois premières était très concluant», affirme Mme Camiré.

Les nouvelles antennes régionales seront ouvertes à compter de septembre 2003, tandis que le PADENF sera intégré à un autre projet, celui de l'International Development Association (IDA), qui vise lui aussi à appuyer le volet Éducation non formelle du ministère. Le nouveau programme unique portera le nom de Programme de développement de l'éducation non formelle (PDENF) et mettra sur pied une agence de gestion d'un fonds d'appui permanent qui atteindra les 10 millions de dollars. «À la fermeture du PADENF en février 2005, indique Mme Camiré, une agence sera mise sur pied pour que le fonds devienne multinationnel et permanent. Le CECI aura le mandat de mettre sur pied cette agence nationale autonome et d'inciter les bailleurs à ne pas avoir peur d'y injecter de l'argent.» D'ici à 2012, le gouvernement nigérien espère alphabétiser 900 000 personnes. Sur une population totale de 10 millions, ce sera toujours ça de gagné.

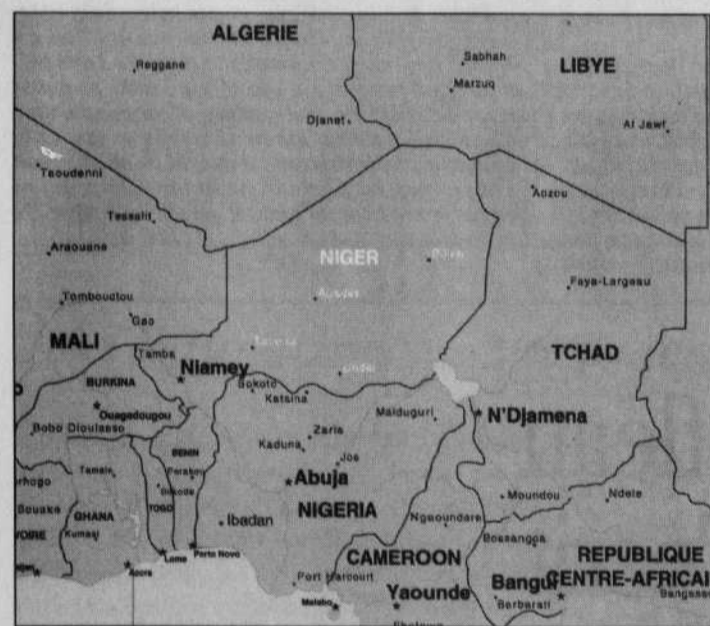


Table des responsables en éducation des adultes et en formation professionnelle

Le virage gaspésien

«La formation des adultes est un moyen de repousser les barrières de l'intolérance et d'abattre les préjugés»

La clientèle des programmes en alphabétisation dispensés par les commissions scolaires est loin d'être assurée. En d'autres mots, le recrutement a de tout temps posé problème aux gestionnaires en éducation des adultes, qui font des pieds et des mains pour résoudre ce casse-tête quasi insoluble. Cependant, en Gaspésie, on semble avoir trouvé une solution au problème. Deux experts abordent le sujet de front.

THIERRY HAROUN

Contrairement au cadre régulier de l'enseignement ou encore de la formation professionnelle, les cours en alphabétisation ont ceci de particulier qu'elles n'ont pas de «clientèle assurée» lance Michèle Tessier, directrice du comité de gestion de la Table des responsables en éducation des adultes et en formation professionnelle (TREAQ-FP).

Une réalité qui commande aux acteurs en alphabétisation de prendre la pleine mesure des besoins d'une clientèle qui, au départ, n'est pas venue à la cause. «Donc, si on n'offre pas à ces adultes quelque chose de différent, si on ne répond pas à leurs besoins, ils ne viendront tout simplement pas à nous.» D'autant plus, qu'ils ne sont pas dans l'obligation de fréquenter l'école, rappelle Mme Tessier.

Actions locales

À l'instar des groupes populaires en alphabétisation, plusieurs commissions scolaires dispensent des cours dans les milieux respectifs. «J'ai déjà tenu des cours pendant des années dans le haut de l'église de Pointe-Calumet parce que les gens n'avaient pas les moyens de se rendre au centre de formation.



SOURCE TREAK

Michèle Tessier, directrice du comité de gestion de la Table des responsables en éducation des adultes et en formation professionnelle (TREAQ-FP).

Malgré cela, poursuit-elle, «il y a une grande partie de la clientèle qu'on n'arrive pas à rejoindre si on tient compte du nombre d'analphabètes par opposition à leur taux de participation à la formation des adultes». Au Québec, des quelque 600 000 personnes analphabètes (soit celles qui ont moins de neuf années de scolarité), seulement 2 % entreprennent une démarche d'alphabétisation.

Un portrait assombri par une logique qui veut que «les gens qui ont le plus besoin d'une éducation sont ceux qui sont les plus réticents à la formation et le contraire est tout aussi vrai». Selon le document «La portée de la Politique gouvernementale d'éducation aux adultes» produit en 2002 par la Direction de la formation générale des adultes, le taux de participation à une formation à l'âge adulte au Canada en 1997, passe de 16 % chez les moins scolarisés à 60 %

au sein des groupes d'adultes qui ont bénéficié d'une formation plus longue.

Peur de l'école

D'autre part, la froideur des bâtiments-écoles semble également faire obstacle au recrutement. «C'est la structure qui leur fait peur au départ parce qu'ils doivent s'inscrire, donner leur nom et puis ils ne savent pas de quoi ils auront l'air. En fait, ce sont les préliminaires que ces adultes trouvent difficiles.»

«Mais quand on trouve des solutions comme engager des animateurs qui les accueillent individuellement, c'est sûr que ça facilite le recrutement.» Une approche qui, cependant, n'est pas subventionnée par le ministère de l'Éducation du fait que ces animateurs ne cadrent pas dans l'enseignement institutionnalisé, déplore Mme Tessier.

Pour sa part, Jean Poirier, coordonnateur d'une mesure de scolarisation en Gaspésie aborde volontiers la notion de recrutement d'un point de vue philosophique. «La formation des adultes est un moyen de repousser les barrières de l'intolérance et d'abattre les préjugés. D'autant plus que c'est très difficile, voire impossible parfois de vendre autrement la formation à ces gens-là qui sont loin d'être «naisseux» comme on dit [...] Je la vois également comme une stratégie d'insertion sociale mais surtout d'ouverture sur le monde.»

Le virage gaspésien

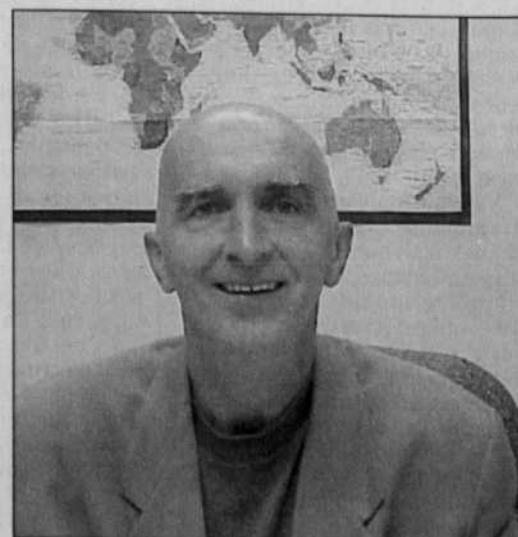
Le Programme de création d'emplois temporaires: mesure de scolarisation, issu d'une journée de réflexion sur la formation des adultes en Gaspésie et aux îles de la Madeleine, qui s'est tenue en décembre 2001 à Bonaventure, a porté ses fruits.

Grâce à cette mesure de rehaussement de la scolarisation des adultes, le réseau scolaire gaspésien a affiché une hausse de 460 inscriptions en 2002. À elle seule, la Commission scolaire René-Lévesque, qui s'étend sur plus de 300 kilomètres de Percé à Matapédia, a reçu 340 nouveaux élèves, ce qui porte le to-

tal à près de 600 étudiants adultes.

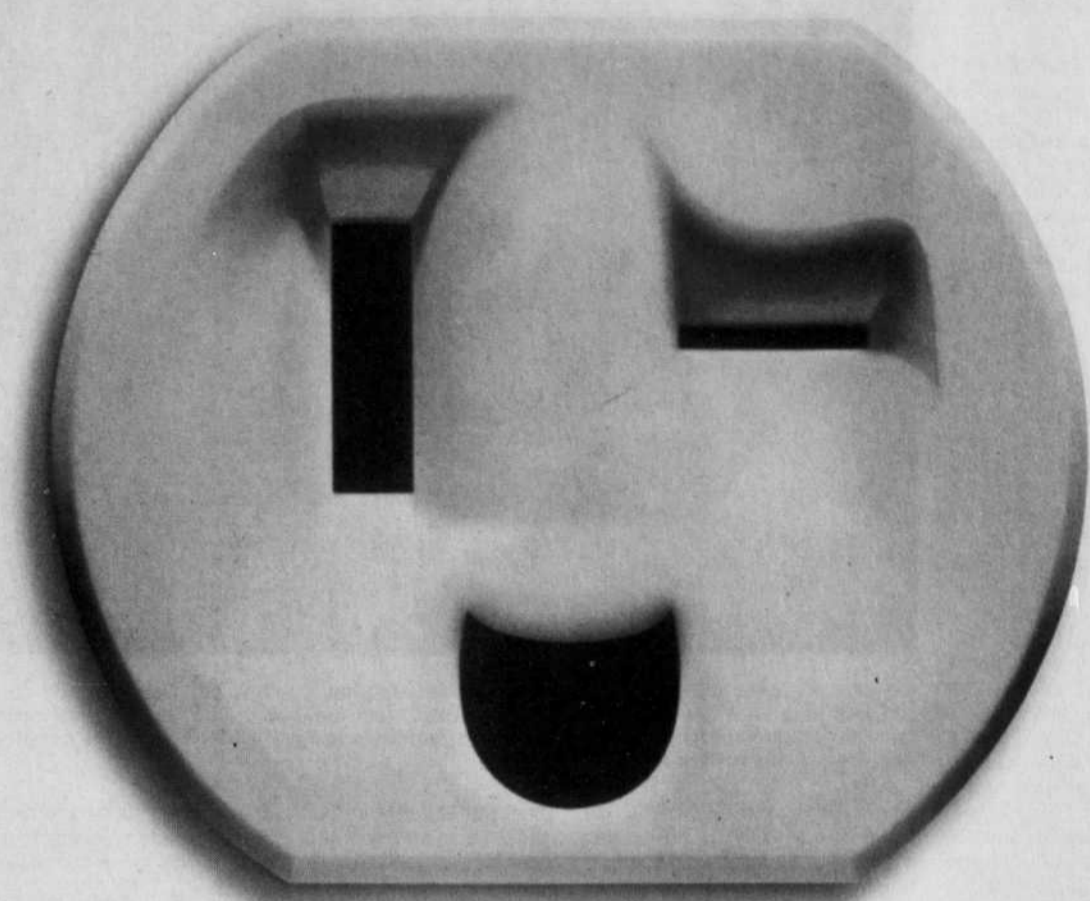
Jean Poirier explique que la clé de voûte de cette réussite est la mise à contribution de tous les intervenants de la communauté scolaire, soit notamment les commissions scolaires, Emploi-Québec, les Centres locaux d'emploi et la TREAQ-FP. «Il y a un virage qui se fait en Gaspésie et on sent maintenant que tout le monde tire dans la même direction!»

Sont membres de la TREAQ-FP les cadres et hors-cadres des services et des centres d'éducation des adultes et de formation professionnelle des commissions scolaires. L'organisme, fondé en 1975, émet des avis, publie des mémoires et organise des colloques sur une base annuelle.



SOURCE TREAK

Jean Poirier, coordonnateur du Programme de création d'emplois temporaires en Gaspésie.



Hydro-Québec est heureuse
de soutenir les efforts
de la Fondation québécoise
pour l'alphabétisation.



• ALPHABÉTISATION •

Décennie des Nations unies pour l'alphabétisation

Droit de lecture pour tous

Ils sont près d'un milliard sur la planète à ne pouvoir lire ou écrire

Durant les dix prochaines années (2003-2012), l'alphabétisation sera au cœur des préoccupations des États membres des Nations unies. Et c'est tant mieux car les chiffres sont éfarfants: 860 millions de personnes à travers le monde, dont les deux tiers sont des femmes, ne savent ni lire ni écrire.

MYLÈNE TREMBLAY

De la parole aux actions

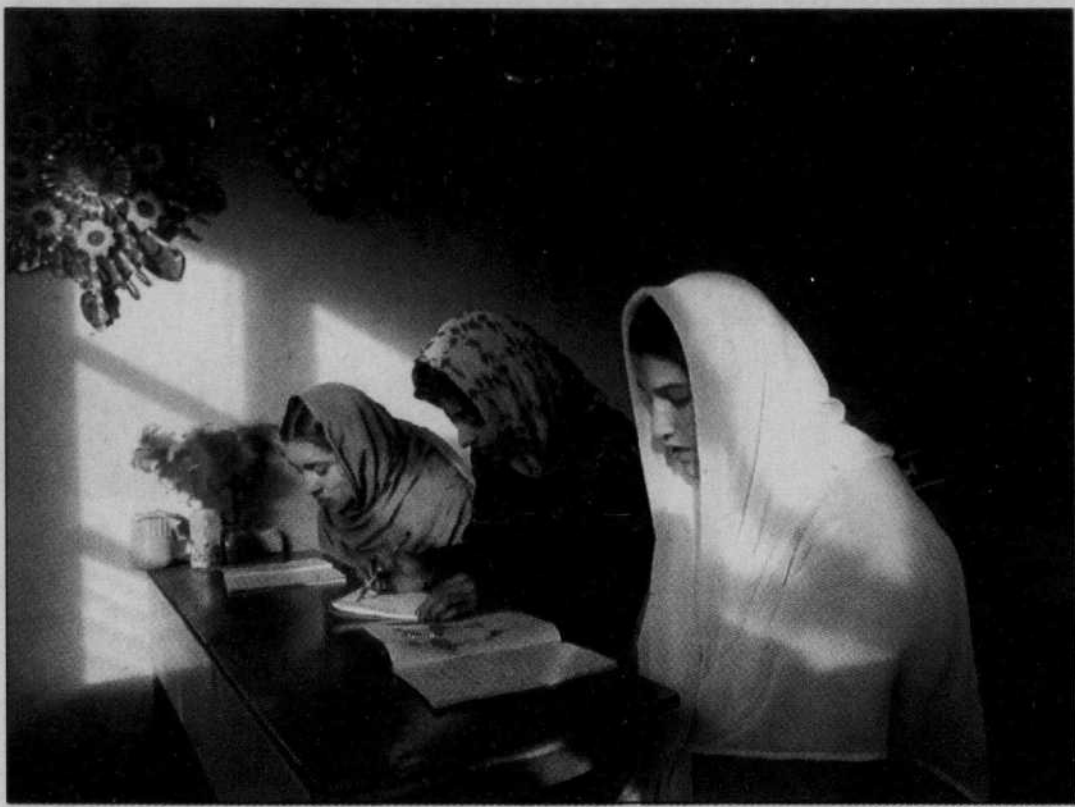
Cette initiative n'est pas née en solitaire, sur un coup de tête. Elle s'inscrit dans toute une série d'engagements longuement mûris. «La Décennie fait partie d'un engagement de la communauté internationale qui remonte à quelques années, pour améliorer le niveau de l'éducation et éliminer la pauvreté dans le monde», indique Mme Laliberté.

Depuis le début des années 90, plusieurs conférences internationales autour de l'éducation se sont en effet succédées. La dernière en date, le Forum mondial sur l'éducation qui s'est tenu à Dakar en avril 2000, a fait de l'éducation pour tous une priorité dont l'un des ambitieux objectifs vise à réduire de moitié les taux d'analphabétisme des adultes d'ici à 2015. L'alphabétisation est égale-

L'un des objectifs vise à réduire de moitié les taux d'analphabétisme des adultes d'ici à 2015

ment au cœur des grands objectifs de développement du millénaire en vue de diminuer la pauvreté mondiale. C'est dans cet esprit que l'Assemblée générale des Nations unies a proclamé à l'unanimité, en décembre 2001, la Décennie des Nations unies pour l'alphabétisation pour la période 2003-2012.

«Ce qui est intéressant dans cette initiative, note Christine Laliberté, c'est qu'on s'éloigne de la politique pour entrer dans les actions concrètes sur le terrain.» Car en plus d'inciter les gouvernements des pays les plus touchés par l'analphabétisme — concentrés essentiellement dans les régions de l'Asie du Sud et de l'Ouest, des



ZAINAL ABD HALIM REUTERS

En plus d'inciter les gouvernements des pays les plus touchés par l'analphabétisme — y compris l'Afghanistan — à développer des plans d'éducation nationale, le Plan d'action international de la Décennie des Nations unies invite les communautés locales à identifier leurs propres besoins et à développer des programmes adéquats.

États arabes et de l'Afrique du Nord — à développer des plans d'éducation nationale, le Plan d'action international de la Décennie invite les communautés locales à identifier leurs propres besoins et à développer des programmes adéquats. «On reconnaît maintenant que les besoins diffèrent d'une région à l'autre et nécessitent des programmes flexibles, note Mme Laliberté. En créant des partenariats avec des organismes communautaires et des ONG, on veut donner une voix aux apprenants et s'assurer qu'ils prennent part au processus.»

L'UNESCO, qui coordonne les actions des 183 pays membres autour de cette entreprise, mise juste-

ment sur son réseau d'ONG et de partenaires gouvernementaux pour faire avancer ses projets d'alphabétisation. «L'engagement des communautés et des ONG est la clé de la réussite, poursuit la chargée de programme à la Commission canadienne pour l'UNESCO. Les gouvernements se sont rendu compte que les mesures mises en place ne fonctionnaient pas et qu'ils ne pouvaient avancer efficacement [dans le dossier de l'alphabétisation] sans établir de partenariats avec les gens qui œuvrent sur le terrain.»

De leur côté, les gouvernements des pays concernés auront la responsabilité de travailler en étroite coopération avec les différentes or-

ganisations et de leur fournir un soutien financier, une aide à la formation et une reconnaissance.

Dix ans, et après ?

Le défi que s'est donné la Décennie est de taille, reconnaît Christine Laliberté. Et il en va de l'intérêt de tous d'augmenter les taux d'alphabétisation afin d'éviter la création d'un monde à deux vitesses. «Les pays industrialisés reconnaissent qu'ils ont une responsabilité en ce sens. En même temps, on essaie de responsabiliser les pays qui reçoivent de l'aide et de les encourager à mettre en place des mécanismes qui marcheront pour eux à long terme. On veut

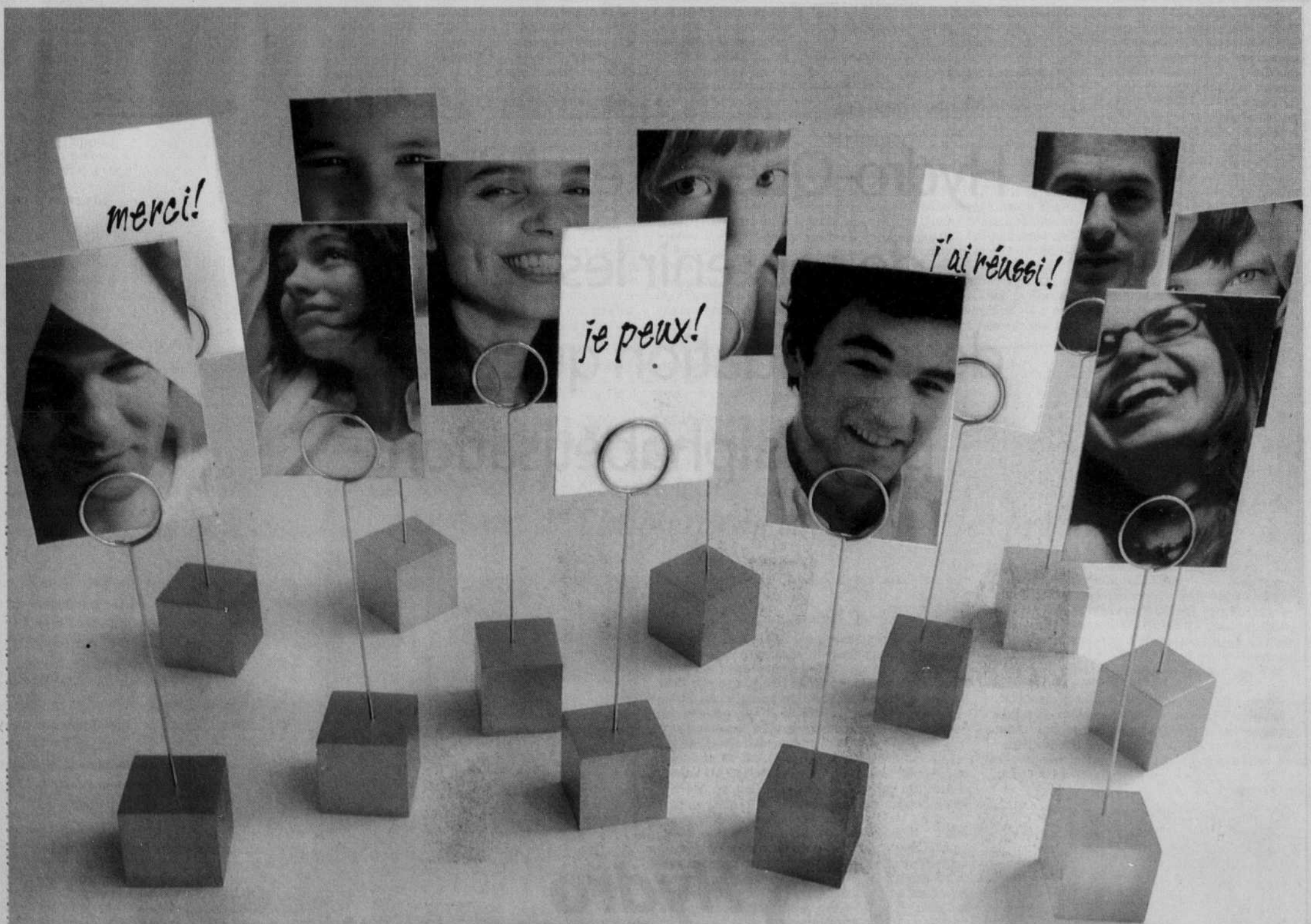
que les pays fonctionnent selon leurs propres priorités, dans le respect de leur culture.»

En somme, il s'agit d'encourager le développement durable. Car une fois la décennie achevée, l'immense travail d'alphabétisation ne sera pas terminé pour autant. «Idéalement, un bilan sera fait à ce moment et les objectifs seront réévalués et rétablis à nouveau. Même si on réussit à réduire de moitié le taux d'analphabétisme, ce n'est pas suffisant. On devra continuer.»

Sensibilisation

Au même moment où la Décennie des Nations unies pour l'alphabétisation était lancée le 4 septembre à Ottawa, la Semaine internationale des apprenants adultes de l'UNESCO recevait son coup d'envoi. Du 7 au 13 septembre, pour la deuxième année consécutive, des activités se dérouleront partout à travers le pays afin d'encourager les adultes à parfaire leurs connaissances au quotidien. «Il ne s'agit pas seulement de s'inscrire à des cours, précise Christine Laliberté, on parle d'apprentissage en tout temps. Une étude récente de l'OCDE révèle que 42 % des Canadiens n'ont pas un taux d'alphabétisation suffisant pour fonctionner à part entière dans la société.»

Tandis que le recours aux médias électroniques et aux technologies de l'information s'avère de plus en plus incontournable, à la fois comme moyens d'expression et comme outils permettant d'accéder à un univers de connaissances, l'UNESCO organisera, en décembre prochain, un sommet mondial sur la société d'information où on tentera d'évaluer les besoins bien distincts du Nord et du Sud. «Une partie du monde parle d'infrastructure pendant que l'autre cogite sur la façon de gérer l'information, remarque Christine Laliberté. On doit essayer de réduire le fossé qui se creuse entre les deux régions.»



Au plaisir de vous lire...

Domtar est fière de soutenir la Fondation québécoise de l'alphabétisation.



Domtar